Sortir de l’immobilisme et revenir à la politique de l’offre

Publié le 19 mai 2025

Commentant dans les colonnes du Figaro l’allocution du président de la République du 16 mai, Patrick Martin a déploré l’état de « léthargie » dans lequel se trouve notre pays et le fait que la politique de l’offre soit remise en cause. Il a insisté pour que la France sorte enfin de l’immobilisme actuel qui, dit-il, ne saurait durer jusqu’aux présidentielles de 2027.

« *84 % des chefs d’entreprise adhérant au Medef sont inquiets et pessimistes pour l’avenir* », a souligné Patrick Martin. Une situation qui n’était pas arrivée depuis le Covid. Pour lui, on ne peut se satisfaire d’une croissance de 0,1 %, alors que nos voisins italiens ou espagnols font beaucoup mieux.

Rétablir la confiance

Tout en reconnaissant tout ce qu’Emmanuel Macron a fait pour l’économie depuis son arrivée au pouvoir, Patrick Martin constate que la France est loin de se réindustrialiser et appelle les pouvoirs publics à se ressaisir pour sortir de l’immobilisme actuel. Après le traumatisme de la suppression de la CVAE, Il invite le gouvernement « *à rétablir la confiance des entreprises dans la parole de l’Etat* ». Considérant que les chefs d’entreprise ont été dupés, il demande au gouvernement de tenir ses promesses et de ne pas reproduire, pour le budget 2026, les erreurs du budget 2025 qui a eu selon lui, « *un effet récessif et a pesé sur l’emploi* ». Rappelant que nous sommes déjà le pays d’Europe qui taxe le plus ses entreprises, Patrick Martin souligne que 82 % des Français font aujourd’hui confiance aux entreprises et demandent qu’elles ne soient pas plus taxées afin de garantir l’emploi.

Mettre le travail au cœur des fonctions publiques

Concernant la dérive des finances publiques, qui sont « *huit points au-dessus de la moyenne européenne* », Patrick Martin appelle les pouvoirs publics à balayer devant leur porte plutôt que de fustiger les entreprises et à se « *prendre enfin en main* ». Il demande que « *le travail soit mis au cœur des fonctions publiques, notamment territoriales* ». Alors que les frais de personnel de l’Etat ont augmenté de 6,7 % en 2024, Patrick Martin précise que « *les entreprises attendent un plan chiffré de baisse des dépenses courantes de l’Etat* ».

Une bascule inévitable vers une « *TVA pour l’emploi et la compétitivité* »

Quant à la taxation de la consommation évoquée par le président de la République, Patrick Martin y est favorable et rappelle que « *c’est une demande de longue date des entreprises* ». Pour lui, on ne peut plus financer notre protection sociale sur le seul travail, et « *une bascule vers une sorte de TVA sociale* - que Patrick Martin préfère appeler TVA pour l’emploi et la compétitivité - *est inéluctable, tout le monde serait gagnant, les entreprises, les salariés et l’Etat* ». Commentant le conclave sur les retraites, Patrick Martin considère que pour le moment on ne peut parler d’échec car « *il a eu la vertu de clarifier le débat et de mettre la question du financement et de la gouvernance de la protection sociale sur la table* ».

Cesser les attaques contre les aides à l’apprentissage

Reprendre les discussions sur l’évolution des formes de travail, comme l’a suggéré Emmanuel Macron, Patrick Martin est pour, mais rappelle que pour les entreprises « *la priorité est surtout la quantité de travail et l’emploi des jeunes* ». Pour résoudre ce problème, Patrick Martin pense « *qu’il faut aller au bout de la réforme des lycées professionnels* ». Il propose aussi de réformer le premier cycle universitaire et appelle à « *cesser les attaques*

contre les aides à l'apprentissage ».

Les Américains forcent l'Europe à réagir

Les entrepreneurs français sont exaspérés par les dérives normatives européennes, mais Patrick Martin voit « *des lueurs d'espoir dans l'élection de Friedrich Merz en Allemagne* », celui-ci ayant clairement demandé la suppression de la CS3D sur le devoir de vigilance. Autres motifs d'espoir pour Patrick Martin, le redémarrage de l'Allemagne, la baisse des taux directeurs de la BCE et la baisse du prix des matières premières. Pour Patrick Martin, « *les Américains forcent l'Europe à réagir et c'est tant mieux ! Mais attention à ne pas négliger la menace chinoise !* » S'il se dit « *optimiste sur la capacité de l'Europe à réagir* », Patrick Martin est plus dubitatif sur celle de la France, « *en raison de l'inertie de ceux qui refusent de voir la réalité* ».

>> Consulter l'interview sur le site du Figaro